

L'entrepreneuriat aura sa maison

L'idée est encore au stade de projet. Elle permettra aux entrepreneurs de rencontrer dans un même lieu les acteurs de la création d'entreprise.



Gérard Eischen, de la Chambre de commerce, et la secrétaire d'État à l'Économie, Francine Closener, ont levé le voile, hier, sur ce projet.

Lors de la présentation des journées création, développement et reprise d'entreprise 2015, la création d'une maison de l'entrepreneuriat au Luxembourg a été annoncée.

De notre journaliste Aude Forestier

Le projet aura de quoi séduire tous ceux qui se lancent dans l'entrepreneuriat. Bientôt, il ne sera plus nécessaire de courir à droite et à gauche pour obtenir des informations liées à la création de son entreprise. En effet, hier, lors de la présentation des journées «Création, développement et reprise d'entreprise 2015», qui se tiendra le 12 novembre prochain, Gérard Eischen,

directeur «Formation et Service aux PME de la Chambre de Commerce», a annoncé la création d'une «House of Entrepreneurship».

Un démarrage au 1^{er} semestre 2016

Cette nouvelle maison s'installera dans les anciens locaux du plus gros cabinet d'avocats du Luxembourg Arendt&Medernach.

Soit, juste en face de la Chambre de Commerce et sur le même trottoir que la House of Finance. Cette dernière abrite sous le même toit, l'Association des Banques et Banquiers du Luxembourg (ABBL), l'ALFI, l'association luxembourgeoise des Fonds d'investissement et

l'agence pour le développement de la Place financière «Luxembourg for Finance» (LFF). L'idée derrière ce regroupement est de créer «un guichet unique et de simplifier les démarches», pour ceux qui se lancent dans l'entrepreneuriat, dit Gérard Eischen sous le regard de la secrétaire d'État à l'Économie Francine Closener. Et aussi «de créer un seul site unique matériel».

Gérard Eischen souhaite que le projet démarre «au 1^{er} semestre 2016». Il s'agit d'un service créé en coopération avec le ministère de l'Économie et le gouvernement. Le bâtiment sera loué. Côté salariés y travaillant, il n'y a pas encore de chiffres. «Le nombre de personnes sera déterminé en fonction des

mètres carrés», souligne le directeur «Formation et Service aux PME de la Chambre de Commerce. «On est en pourparler pour loger d'autres activités», ajoute-t-il.

Quant à la secrétaire d'État à l'Économie, elle pense que l'ITM pourrait y assurer une permanence. «On peut envisager de loger l'ONT (n.d.l.r l'Office national du Tourisme)», affirme-t-elle.

En attendant de franchir le pas de cette maison de l'entrepreneuriat au Kirchberg, les futurs chefs d'entreprise pourront toujours se renseigner lors des journées et lors de «l'Entrepreneur's day». Ils pourront poser toutes leurs questions aux acteurs clés de la création d'entreprise.

AU LUXEMBOURG

BANQUES

La Commission de surveillance du secteur financier a publié hier le résultat avant provision du secteur bancaire luxembourgeois pour les neuf premiers mois de 2015. Il s'établit à 4,07 milliards d'euros. Par rapport à la même période en 2014, le résultat avant provisions est ainsi en baisse de 3,8 %, note la CSSF dans un communiqué.

PÉTROLE

En hausse

Les cours du pétrole ont encore progressé hier à New York, prolongeant les gains de la veille dans un marché manifestement hésitant sur la direction à suivre après une prise de position ambiguë de la Réserve fédérale américaine.

FINANCE

Banques centrales au taquet

Condamnées à en faire toujours plus en zone euro ou au Japon, réticentes à normaliser la situation aux États-Unis, les Banques centrales, parfois laissées seules en première ligne par des gouvernements ravis de les voir partir au charbon, risquent au final de décevoir, à en croire les économistes. En conclusion de sa récente interview de l'ancien chef de la Réserve fédérale américaine (Fed) Ben Bernanke, l'éditorialiste vedette du *Financial Times*, Martin Wolf, assure que ce dernier a «aidé à sauver les États-Unis et le monde d'un désastre» après 2008.

À L'ÉTRANGER

FRANCE

Le fabricant franco-italien de semi-conducteurs STMicroelectronics (ST) a indiqué hier qu'il prendrait «une décision finale début 2016» quant au sort de sa division de produits numériques DPG, chroniquement déficitaire, qu'il pourrait céder, ou au pire fermer.

ALCATEL-LUCENT

L'équipementier en télécommunications Alcatel-Lucent a vu ses pertes se creuser fortement au troisième trimestre lors de la même période en 2014, mais sans émouvoir les investisseurs, rassurés par sa fusion avec le finlandais Nokia, qui reste programmée début 2016. Sur le trimestre écoulé, la perte nette du groupe a grimpé à 206 millions d'euros, contre 18 millions un an plus tôt.

Delhaize est confiant

Le groupe belge de distribution Delhaize s'est montré confiant hier pour l'ensemble de l'année 2015, après de «solides ventes» au troisième trimestre.

De juillet à fin septembre, le groupe a dégagé un bénéfice d'exploitation sous-jacent, qui sert de référence pour le groupe, à 218 millions d'euros, soit une hausse de 12,5 % à taux de change réels et une baisse de 1,7 % à taux de change identiques. Côté revenus, ils se sont élevés à 6,141 milliards d'euros, en hausse de 14,5 % à taux de change réels et de 2,3 % à taux identiques.

«Nous continuons à enregistrer de solides ventes au troisième trimestre (...) nous nous réjouissons d'entamer cet important quatrième trimestre de l'année et nous sommes confiants quant à la réalisation de résultats et d'un cash-flow libre conformes aux prévisions», a commenté Frans Mulder, président du comité exécutif et CEO du groupe Delhaize.

Air France-KLM s'envole

L'embellie des résultats du troisième trimestre 2015 n'empêchera pas la direction de mener les réformes prévues.

Le groupe Air France-KLM, dont la partie française est en pleine tourmente, a annoncé hier une nette embellie de ses résultats au 3^e trimestre, mais la direction y voit une amélioration conjoncturelle qui ne doit pas empêcher la réforme contestée par les pilotes.

À la faveur d'une forte demande au cours de l'été et de l'effet positif de la baisse du prix des carburants, le bénéfice net du groupe s'est envolé au troisième trimestre, atteignant 480 millions d'euros, contre 86 millions un an plus tôt, une période qui avait été marquée par une longue et coûteuse grève des pilotes. Le résultat d'exploitation frôle quant à lui les 900 millions d'euros, soit le meilleur niveau pour la période estivale depuis la création du groupe en 2004. Le PDG du groupe, Alexandre de Juniac, a salué dans un communiqué ces bons résultats tout en soulignant que «cette progression ne permet cependant ni de combler le différentiel de compétitivité avec (ses) concurrents ni de dis-

poser des moyens de financer la croissance du groupe». Il a appelé à une «reprise rapide des négociations avec les organisations professionnelles» sur le très contesté plan de compétitivité et de croissance «Perform 2020».

Une poursuite du dialogue jusqu'en 2016

La branche française d'Air France-KLM est en pleine crise sociale depuis des mois, avec de spectaculaires violences début octobre, lors d'une réunion avec les syndicats au cours de laquelle deux responsables du groupe avaient été molestés. Les images des deux hommes, nus, chemise déchirée et escaladant un grillage pour échapper aux manifestants, avaient fait le tour du monde. Fin septembre, direction et syndicats d'Air France avaient échoué à s'entendre sur la mise en œuvre du plan de croissance et de productivité «Perform 2020». Les négociations avaient

achoppé, notamment sur la question de l'augmentation du nombre annuel d'heures de vol des pilotes pour un salaire égal. Faute d'accord, la compagnie a présenté le 5 octobre un plan de restructuration sur 2016 et 2017, dit «plan B», avec une réduction de 10 % de l'offre long-courrier, menaçant au total 2 993 postes (280 pilotes, 890 hôtesse et stewards, 1 823 membres du personnel au sol) dont un nombre indéterminé de départs contraints. Il sera appliqué pour 2016 avec le retrait de cinq avions de la flotte et la suppression de 1 000 emplois par la voie de départs volontaires.

Avec un précédent plan de restructuration entre 2012 et fin 2014, les effectifs d'Air France ont déjà été réduits de 5 500 postes, uniquement par des départs volontaires. En début d'année, la compagnie comptait 52 500 salariés.

La direction dit aujourd'hui vouloir poursuivre le dialogue jusqu'à début 2016 pour revenir pour 2017 au plan «Perform».

LA BOURSE



LE BARIL



L'ONCE D'OR

